DECISION JUDICIAIRE

Jugement de Son Honneur sir L.
N. Casault, juge en chef,
le 21 octobre dernier

COUR SUPÉRIEURE

No 2396

SPÉNARD vs TRUDEL.

Action en dommages. Il y est allégué que, depuis près d'un an, en juillet 1895, le défendeur, maire de la municipalité de Limoilou, a dénigré le demandeur et travaillé à lui faire perdre la confiance des autres membres du conseil et des contribuables, l'a traité de *canaille*, *rogne*, *voleur*, *menteur* et autres expressions grossières, dans le même sens, en différents temps, dans le cours de 1894 et la première partie de 1895, et ce, en présence de diverses personnes; l'a accusé de n'avoir pas de diplôme d'ingénieur civil, de ne pas l'être et de n'être pas compétent comme tel, et l'a menacé du poing; a dit qu'il ferait destituer le demandeur de la surveillance des travaux de l'aqueduc dans la municipalité de Limoilou et que de fait le demandeur a été démis.

Plaidoyers : Défense en faits et exception. 1o Le défendeur n'a rien dit ni rien fait qui pût affecter le demandeur, excepté dans l'exécution de ses devoirs comme chef du conseil de Limoilou. 2o Loin de chercher à nuire au demandeur le défendeur a fait ses efforts pour le protéger et maintenir dans l'emploi de la Corporation. 3o Le demandeur n'a perdu son emploi que par sa faute, en se rendant insupportable aux conseillers et à l'entrepreneur par ses intrigues et la zizanie qu'il suscitait entre eux et les contradictions entre ses discours et ses rapports officiels. 4o Le demandeur n'appartient à la société des ingénieurs qu'à titre de simple étudiant et le défendeur ne lui reconnaît pas d'autre qualité.

Réponse en droit à la première allégation de l'exception, qu'elle n'est pas une excuse valable. Réponse spéciale : entre autres choses, que le plaidoyer est une réitération des injures dont le demandeur se plaint et que ce qui y est dit : "qu'il n'est qu'un étudiant ingénieur," n'en est qu'une aggravation pour laquelle il se réserve son recours.

La première allégation de l'exception, qu'attaque la réponse en droit, n'est qu'une dénégation spéciale des injures dont se plaint le demandeur et une justification de l'allégation que le défendeur a travaillé à lui faire perdre la confiance des autres membres du conseil, et était par là même un moyen que le défendeur pouvait invoquer dans sa défense. La réponse en droit à ce premier chef doit par conséquent être renvoyée.

Le demandeur, quand il a été employé par la municipalité de Limoilou, le 9 octobre 1893, pour y surveiller les travaux d'aqueduc qu'on y construisait depuis les premiers jours de ce mois, était porteur d'un diplôme d'ingénieur civil, en date de juin 1890, trois ans auparavant, diplôme que lui avait conféré l'Université Laval en vertu de sa charte et du chap. 18 des S. R. Q., sec. 2228 et 2230. Ce diplôme constatait qu'il avait subi ses examens avec grande distinction.

Les travaux de l'aqueduc ont été com-

mencés le 2 octobre 1893, avant que le Lieutenant Gouverneur eût approuvé le règlement qui ne l'a été que le 20 mars suivant (Voir résolution 22 mars) et avant le contrat qui porte la date du dix-sept octobre 1893; et ils avaient été suspendus cette année-là, le 15 octobre. Tout ce qui avait été fait jusqu'alors l'avait donc été irrégulièrement et illégalement et le demandeur n'avait pu y donner sa surveillance et son attention que pendant à peu près le tiers du temps employé aux travaux cette année-là, savoir du 10 au 15 octobre, les deux autres tiers ayant été faits avant sa nomination. Un témoin dit qu'il y avait 3000 pieds de tuyau posés quand le demandeur a été nommé. Et il est prouvé que pendant ces cinq jours Charles T. Côté, qui était le président du comité de l'aqueduc, avait envoyé le demandeur, comme il l'admet, acheter des sources d'eau, faire des localisations et lui avait fait faire une copie du contrat et des spécifications, ce qui n'était certainement pas nécessaire. Le défendeur, qui était le maire de la municipalité, paraît avoir été très-bien disposé pour le demandeur jusqu'à un rapport de ce dernier sur la qualité des tuyaux fournis. D'après le contrat, les tuyaux devaient, à leur arrivée à Limoilou, être éprouvés aux frais de l'entrepreneur, à la presse hydraulique de 200 livres et au marteau de 25 livres, l'entrepreneur fournissant la presse et la main-d'œuvre (P. 5, extrait du contrat, Ex. No. 6 du Dem. à l'enquête). M. Lavallée Poussin, un des contracteurs, nous dit, p. 12 de sa déposition, qu'une épreuve avait été faite avec son agrément et à sa demande, par ses hommes, au nombre desquels était le fils du défendeur, et que cette épreuve avait établi qu'une proportion considérable des tuyaux était mauvaise, et il admet et dit qu'il avait été trompé par son fournisseur. L'exhibé No. 4 du Demandeur à l'enquête, qui est une partie de l'un de ces tuyaux, est, à la vue, d'une mauvaise qualité *choquante*. Le demandeur, qui avait procédé à cette épreuve, avec deux employés des contracteurs, un nommé Gosselin et le fils du défendeur, en présence d'un conseiller, M. Richardson et d'un nommé Hill, a, comme déjà dit, fait un rapport détaillé, en date du 11 mai 1894, où, entre autres choses, il constate que 25 des 93 tuyaux inspectés étaient défectueux. Ce rapport était signé par toutes les personnes présentes, y compris le fils du défendeur que le demandeur avait eu le tort de qualifier d'ingénieur mécanicien, représentant avec Gosselin, le contracteur, M. de Lavallée Poussin. D'après la preuve faite par ce dernier, ces deux hommes agissaient pour lui avec son agrément et à sa demande. Le tort du demandeur n'était donc que dans la qualité d'ingénieur-mécanicien qu'il avait donnée au fils du défendeur.

Celui-ci, croyant probablement que ce rapport compromettait son fils et pourrait lui nuire auprès de M. de Lavallée, s'est emporté contre le demandeur et dans le conseil et hors des séances du conseil, lui a dit et répété à plusieurs reprises qu'il n'était pas ingénieur et qu'il ne le croirait que lorsqu'il aurait vu ses certificats, et l'a aussi, à diverses reprises, accablé d'injures. Avant de mentionner celles-ci, je dois dire que le demandeur a apporté son diplôme au conseil, à la séance suivant celle où le défendeur lui avait dit pour la première

fois qu'il n'était pas ingénieur et l'a affiché dans la salle, que le défendeur n'était pas à cette séance, mais que le diplôme du demandeur y était encore à une séance subséquente où le défendeur était présent et où un des témoins dit que ce diplôme a été lu par le greffier, et que loin de se retracter le défendeur a continué à lui nier sa qualité d'ingénieur-civil, et que, même dans ses défenses, il déclare qu'il ne lui reconnaît pas d'autre qualité que celle d'étudiant, invoquant pour soutenir cette allégation un pamphlet et qu'il ne prouve pas avoir connu avant la poursuite; qu'il a produit à l'enquête; qui contient copie de l'acte d'incorporation d'une société d'ingénieurs, ses règlements et une liste de ses membres, de ses associés qui ne sont pas des ingénieurs, et d'étudiants, où se trouve, dans cette dernière, le nom du demandeur à la date du 20 avril 1893. Il paraît par les règlements de cette incorporation qu'on n'en peut être élu membre qu'à l'âge de 31 ans, après avoir pratiqué le génie civil pendant 10 ans, y compris le temps de l'instruction dans quelque école de génie reconnue par le conseil, ces 10 ans devant être réduits à 8 pour les candidats qui ont gradué avec honneur dans les cours de génie. Comme on le voit, cette association en est une spéciale, dont ne peuvent faire partie, à titre d'ingénieurs, que ceux d'entr'eux qui ont pratiqué le génie civil pendant au moins cinq ans, après avoir obtenu d'une école de génie, approuvée par elle, un diplôme avec distinction. Puisqu'elle n'admet que ceux qui ont, après leurs études, pratiqué le génie civil pendant un nombre d'années considérable, il faut avoir été ingénieur et avoir pratiqué cette profession pendant plusieurs années avant de pouvoir en être membre. Elle ne peut donc pas faire les ingénieurs civils. Son objet n'est que de les recommander comme hommes d'une expérience reconnue. D'où il suit que cette défense du défendeur et la preuve dont il a voulu l'étayer ne servent qu'à établir sa malice à l'égard du demandeur.

Après avoir vu le diplôme du demandeur, qui était tout ce qu'il avait demandé, le défendeur n'était pas excusable d'avoir persisté à dire que le demandeur n'était pas ingénieur, même aux séances du conseil qu'il présidait, et encore moins en dehors des séances, où la preuve établit qu'il l'a plusieurs fois répété. Mais sa position de maire du conseil ne faisait que plus reprehensibles les injures vulgaires et grossières dont il a, en maintes circonstances, et dans le conseil et en dehors du conseil, abreuvé le demandeur.

Alexis Julien, un des témoins du défendeur, dépose que celui-ci a qualifié le demandeur de *va nu-pieds*, de *frotteux de bottes* ou de *décrasseux de bottes*. Chali-four, un autre témoin du défendeur, dit que celui-ci a appelé le demandeur *gaulou-zier*.

Maintenant les témoins du demandeur : Edmond Bois : le défendeur, à la porte du conseil, en présence d'une foule de personnes, a traité le demandeur de *canaille*. Lesfaire : le défendeur lui a dit que le demandeur n'était qu'une *rogne* et une *canaille*, et, après avoir dit des injures de la mère du demandeur, le défendeur a ajouté qu'ils étaient tous des *fous*; cela paraît être en juin 1895. Edmond Julien : le défendeur a traité le demandeur de *frotteur de bottes*, de *ca-*